

**PRODUCTEURS SALARIES DE BASE**  
**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 27 MARS 1972**  
**REMUNERATION MINIMALE POUR 2011**

PROTOCOLE D'ACCORD DU 27 AVRIL 2011

Entre :

- la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA), représentée par

d'une part,

Et :

- la Fédération CFDT Banques et Assurances, représentée par
- la CFE-CGC Fédération de l'Assurance, représentée par
- le Syndicat National des Conseillers Salariés d'Assurances (SNCSA) CFE-CGC, représenté par
- la Fédération des Syndicats CFTC « Commerce, Services et Force de Vente » (CSFV), représentée par
- la Fédération CGT des Syndicats du Personnel de la Banque et de l'Assurance, représentée par
- le Syndicat National des Producteurs d'Assurance et de Capitalisation (SYNPA) FO, représenté par

d'autre part,

Vu l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Convention collective de travail des producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 27 mars 1972,

Vu les articles L.2241-1 et L.2241-9 du Code du travail,

Vu l'article 6 de l'accord du 19 décembre 2008 relatif à la mixité et à la diversité dans les sociétés d'assurances,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 – Rémunération minimale annuelle**

- 1° La rémunération minimale annuelle des producteurs salariés de base prévue à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Convention collective de travail des producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 27 mars 1972, est portée à 17 120 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- 2° Cette majoration conduit à rappeler qu'il peut, naturellement, être exigé des producteurs salariés de base, notamment en application de l'article 3 de la Convention collective, le respect d'obligations professionnelles en termes de minimum d'activité et de production.
- 3° Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les producteurs salariés de base qui ne sont plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

### **Article 2 – Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes**

- 1° Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération minimale annuelle fixée au 1° de l'article 1 ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

- 2° Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

Fait à Paris, le 27 avril 2011

Pour la FFSA

Pour les organisations syndicales  
des producteurs salariés de base

Fédération CFDT Banques et  
Assurances

CFE-CGC Fédération de  
l'Assurance

Syndicat National des Conseillers  
Salariés d'Assurances (SNCSA)  
CFE-CGC

Fédération des Syndicats CFTC  
« Commerce, Services et Force de  
Vente » (CSFV)

Fédération CGT des Syndicats du  
Personnel de la Banque et de  
l'Assurance

Syndicat National des Producteurs  
d'Assurance et de Capitalisation  
(SYNPA) FO